

CONJONCTURE DU TROISIEME TRIMESTRE 2019

L'économie tunisienne continue à être confrontée, malgré les efforts déployés, à d'importantes tensions et fragilités, dictant plus que jamais l'accélération de la mise en œuvre des réformes requises pour libérer les énergies, corriger les distorsions et réinsérer l'économie dans une nouvelle trajectoire de croissance sur des bases inclusives et durables.

Les développements qui suivent passent en revue les indications disponibles relatives à l'investissement, à la croissance, à l'inflation, au marché du travail, ainsi qu'à la situation de la balance des paiements, des finances publiques et de l'équilibre monétaire afin de déceler les problèmes et les faiblesses à résoudre et à repenser et d'identifier les signaux positifs qu'il importe de renforcer et d'élargir.

1. L'investissement, principal indicateur de confiance, demeure en berne,

Malgré la reprise des importations de biens d'équipement avec une augmentation de 11 pourcent pour les flux en dinars constants, le volume global de l'investissement resterait très probablement sous la barre de 19 pourcent du PIB.

Quatre indications principales appuient cette appréciation. Elles concernent :

- Les ressources budgétaires et extérieures (sous forme de prêts liés aux projets) allouées durant les sept premiers mois de l'année 2019 pour le financement des investissements directs de l'Etat qui sont en baisse de 6 pourcent environ. Celles-ci se ramènent de 2 386 MDT durant les huit premiers mois de l'année 2018 à 2 245 MDT pour les huit mois de 2019.
- Les investissements directs étrangers qui progressent faiblement au cours des huit premiers mois pour les flux en dinars (3.8%) passant de 1462 MDT à 1517 MDT, ce qui correspond à une baisse de plus de 3 pourcent pour les flux en dinars constants, accentuant d'autant la tendance baissière des afflux des IDE amorcée au cours des huit dernières années.
- L'encours des prêts à moyen et long terme du système bancaire qui augmente modérément de l'ordre de 6 pourcent. La faible progression concerne aussi bien les crédits sur les ressources des banques que les crédits sur les ressources spéciales, d'origine budgétaire ou extérieure.
- Les déclarations d'investissement dans l'industrie et les services qui enregistrent après la baisse de 5 pourcent de l'année 2018, une chute de 26 pourcent au cours des huit premiers mois de 2019 par rapport à la même période de 2018, traduisant une

anticipation négative des investisseurs sur le climat des affaires au cours des prochaines années .

Par ailleurs, les perspectives de relance à court terme de l'investissement ne paraissent pas à ce stade bonnes.

Ainsi le rapport d'Ernst & Young¹ de l'année 2019 révèlent que 58 pourcent des entreprises questionnées estiment que leurs activités seront sérieusement menacées dans les deux ans qui suivent alors que le dernier rapport du Forum Economique Mondial paru il y a quelques jours maintient le rang de la Tunisie à la 87^e place sur 141 pays, tout en signalant que sur les 103 indicateurs pris en compte pour évaluer le rang global, la Tunisie a enregistré une dégradation au niveau de 60 indicateurs dont en particulier l'indicateur de la stabilité macro-économique (désormais à la 124^e place) et celui du marché du travail (rang 133).

C'est dire l'urgence de l'élaboration d'un plan d'action touchant toutes les composantes du climat des affaires et de la compétitivité globale de l'économie à l'effet d'améliorer l'attractivité de la Tunisie en tant que site viable de l'investissement pour les tunisiens et les étrangers.

2. La croissance du Produit Intérieur Brut s'essouffle

La croissance est faible. Elle a été de 1.1 pourcent sur douze mois au cours du premier trimestre et de 1.2 pourcent au cours du second trimestre, de sorte que la moyenne pour les six premiers de l'année 2019 se limite à 1.15 pourcent, soit moins de la moitié du taux enregistré durant la même période de l'année précédente (+2.6%) ; ce qui rend très hypothétique la réalisation de la prévision sur la base de laquelle ont été établies les prévisions de la loi des finances de l'année 2019 (soit 3.1% en termes réels).

En examinant de plus près l'évolution des valeurs ajoutées des différents secteurs², l'on relève que l'essoufflement a concerné pratiquement tous les secteurs à l'exception du tourisme (+7%) et des télécoms (+ 5%).

Deux facteurs majeurs en sont à l'origine :

- Le ralentissement de l'investissement, tel que relevé dans le paragraphe précédent qui a ramené le potentiel de croissance de 5 pourcent par an au cours des années antérieures à 2011 à environ 3 pourcent actuellement. C'est le cas en particulier du secteur des hydrocarbures avec la chute des investissements entraînant notamment un retard de plus de trois ans de l'entrée en production du champ gazier de « Naouara », ce qui explique en partie l'aggravation de la facture énergétique.

¹ Source : édition 2019 du baromètre des entreprises tunisienne réalisée par d'Ernst and Young Tunisie

² Source : INS

- I La concurrence souvent « déloyale » qui n’a cessé de se développer sur le marché domestique frappant de plein fouet en particulier l’industrie de l’habillement et de la chaussure sous l’effet de l’expansion du marché de la fripe ainsi que les appareils électriques, électroniques et l’électroménager en relation avec les importations de produits de bas de gamme à des prix bradés, ne respectant pas toujours les normes de qualité et de maintenance, souvent dans le cadre des circuits parallèles, non soumis au paiement intégral des droits et des taxes.

Les données pour le troisième trimestre permettent, certes, de s’attendre à un léger mieux du fait des effets multiplicateurs de la bonne saison céréalière et touristique ainsi que de la relance relative des exportations de biens en dinars constants (11.7% contre 0.5% durant les six premiers mois). Le rattrapage qui en résulterait serait toutefois partiel. La croissance de l’année serait, a priori, proche de 1.5 pourcent (contre une prévision initiale de 3.1%) d’autant que le quatrième trimestre, au cours duquel se déroulent les élections législatives et présidentielles serait une période d’attentisme et de temporisation.

C’est dire encore une fois l’urgence de l’accélération du processus de réformes et de restructuration pour maîtriser notamment le marché parallèle, mettre fin à la contrebande, mettre à niveau les circuits de distribution, réhabiliter l’esprit d’initiative et surtout améliorer de façon conséquente la compétitivité de l’économie.

3. Le marché du travail continue à être marqué par un important chômage touchant en particulier les jeunes.

Le chômage continue à être une véritable plaie, touchant, malgré le faible niveau d’activité de la population d’âge actif (47% contre une moyenne de 60% dans le monde) et le sureffectif de plus de 100 mille³ employés dont souffre depuis 2011 le secteur public, quelques 15.3 pourcent de la population active par référence à l’enquête de l’INS pour le deuxième trimestre 2019.

Avec un tel taux, la Tunisie se trouve parmi les pays les plus touchés par le chômage dans le monde. A titre d’éclairage le taux moyen de chômage de l’année 2018 est de 8.2 pourcent dans la zone euro, 10.7 pourcent dans la région du Moyen Orient et de l’Afrique du Nord.

A cet égard, la situation est particulièrement préoccupante pour les jeunes (15 à 24 ans) dont le taux de chômage monte à 34.4 pourcent pour le deuxième trimestre 2019, ce qui correspond à une augmentation d’un point sur douze mois contre une moyenne en 2018 de 19.7 pourcent dans la zone euro et 26.2 pourcent pour la région Moyen Orient et Afrique du Nord. Elle l’est également pour les femmes qui continuent à souffrir de nombreuses discriminations en matière de recrutement. Le taux de chômage des femmes durant le second trimestre dépasse de 10 points celui des hommes, soit 22.4 pourcent contre 12.3

³ Dont au moins la moitié du sureffectif se situe dans l’administration publique

pour le sexe masculin malgré leur faible niveau d'activité (27% contre 60% pour les hommes).

Ainsi, sans une forte relance de l'investissement et de la croissance et sans une politique active de formation et d'insertion de la femme sur le marché du travail, la Tunisie ne pourra escompter de meilleurs résultats sur le plan de l'emploi, de la maîtrise du problème de chômage. **Celui-ci est aujourd'hui un problème lancinant, facteur d'instabilité et de malaise, source de pauvreté tirant le pays vers le bas.**

4. L'inflation, malgré le léger repli des derniers mois, demeure vive

Les prix à la consommation enregistrent, selon l'INS, une certaine décélération ramenant le glissement sur douze mois de 7.5 pourcent en décembre 2018 à 7.1 pourcent en mars 2019 et à 6.7 pourcent en septembre 2019.

Malgré ce repli, le niveau d'inflation demeure élevé dépassant de loin les niveaux atteints par les pays partenaires et concurrents⁴ malgré les importantes ressources budgétaires allouées pour stabiliser les prix des produits d'alimentation de base et des services publics et répercuter partiellement le coût de l'électricité et des hydrocarbures. Les crédits budgétaires alloués à cette fin s'élèvent 4 900 MDT et 4.6 pourcent du PIB en 2018. Ils ont atteint pour les sept premiers mois de 2019 près de 2.8 MDT contre 2.2 MDT au cours de la même période de l'année précédente.

Cette situation alimente le malaise social, favorise une course poursuite salaire-prix et ébranle les équilibres fondamentaux du fait des anticipations qui en résulteraient en matière d'épargne et de placements spéculatifs.

Pourtant il y a une importante marge de manœuvre pour améliorer la productivité à l'effet de rompre avec les surenchères entre les subventions, les prix et les salaires. L'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau contrat social pourrait y contribuer à condition qu'un tel contrat puisse définir les mécanismes à mettre en place assurant la lutte contre la pauvreté, la rationalisation de la politique de subventions, la restructuration des circuits de distribution et la répartition équitable des fruits de croissance entre les différentes parties prenantes, entre le capital et le travail.

5. Les finances publiques, quoique sous contrôle, demeurent soumises à d'importantes pressions

Les efforts déployés en matière de recouvrement continuent à donner de bons résultats⁵. Les recettes propres de l'Etat augmentent de 17 pourcent pour les huit premiers mois soit un rythme dépassant la prévision établie dans le cadre de la loi des finances (+9.9%) sous

⁴ Le taux d'inflation annuel de la zone euro serait sur la base des données de septembre de 2019 de 0.9 pourcent

⁵ Selon les statistiques publiées par le ministère des finances

l'effet notamment de la suppression du crédit d'impôt (mécanisme mis en place en 2017 pour servir une partie de l'augmentation des salaires consentie au personnel de la fonction publique). Ainsi, les recettes au titre des impôts directs sur les revenus augmentent de 31.1 pourcent ; celles au titre des impôts par les entreprises de 33.5 pourcent alors que les recettes de la TVA progressent, compte tenu du ralentissement de l'activité économique de 8.7 pourcent (contre une prévision dans le cadre de la loi des finances de + 11.8%)

Toutefois la progression des dépenses demeure encore plus importante atteignant pour les huit premiers mois un taux de 24 pourcent sous l'effet, d'une part, de l'envolée des paiements au titre du service de la dette publique (+51%) en raison de l'arrivée à échéance de l'emprunt obligataire de 485 millions de dollars émis sur le marché américain en juin 2012, d'autre part, du maintien des pressions au niveau des paiements des salaires et traitements (+ 12.8%) et surtout des charges de compensation et de subvention (+ 160%).

De la sorte, il en résulte pour les huit premiers mois de l'année 2019, au regard de la même période de l'année précédente, un déficit budgétaire plus élevé de l'ordre de 26 pourcent ou 574MDT, et un recours plus important aux emprunts intérieurs (+627 MDT) et surtout aux emprunts extérieurs (+2 359 MDT)

La situation des finances publiques peut elle se redresser ? Quel serait le profil du budget de l'Etat pour l'ensemble de l'année 2019 ?

Les dernières prévisions du ministère des finances laisse entrevoir une détente sous l'effet notamment du maintien de la tendance fortement haussière des recouvrements en matière des impôts directs sur les revenus (+34%) et sur les entreprises (+45%) ainsi que de l'effet relativement positif sur les dépenses de compensation et de subvention de la baisse des prix du pétrole et des produits de base sur le marché international.

Ainsi, la nouvelle prévision se base sur une réévaluation de la loi des finances initiale de 2.3 MDT au niveau des recettes propres dont 2 milliards au niveau de l'impôt sur les revenus et de 1.8 milliard de dinars seulement au niveau des dépenses, de sorte qu'il est attendu une réduction du déficit d'un demi milliard de dinars par rapport à la prévision initiale de la loi des finances ramenant le taux par rapport au PIB de 3.9 à 3.5 pourcent.

Une telle évolution est, certes, encourageante dans la mesure où elle permet une inflexion de la tendance de la dette publique ; l'encours de celle-ci se ramènerait, dans le cadre des nouvelles prévisions, de 77 pourcent du PIB en 2018 à 75 seulement en 2019. L'on ne peut ne pas signaler, toutefois, les fragilités qui pèsent sur la réalisation effective des nouvelles prévisions de recettes fiscales pour les quatre derniers mois de l'année⁶ compte tenu des caractéristiques particulières de cette période sur le plan politique, outre les importantes pressions qui continuent à s'exercer sur les dépenses de l'Etat sous l'effet notamment de la

⁶ La prévision sous-tend une augmentation durant les 4 derniers mois de 46% pour les impôts directs et 12.6% mois pour les impôts indirects contre respectivement 33% et 4.9% pour les 8 premiers mois

dégradation de la situation de nombreuses entreprises publiques, particulièrement celles opérant dans le secteur des transports publics.

6. La situation de la balance des paiements enregistre, en dépit de l'augmentation de la facture énergétique, un début de redressement

L'effort déployé en matière de maîtrise des importations et de promotion des exportations semble commencer à donner ses fruits.

La relance de l'exportation se confirme avec une progression des ventes en dinars constants de 4.3 pourcent pour les neuf premiers mois en relation avec le bon comportement des exportations de l'industrie mécanique et électrique (+ 8 pourcent en dinars constants).

De son côté, le ralentissement de la progression des importations se précise ; le rythme annuel se ramène de 2.3 pourcent en dinars constants en juin 2019 à 2 pourcent en dinars constants en septembre 2019.

Ainsi et en dépit de l'augmentation de la facture énergétique, qui passe de 4 683 MDT fin septembre 2018 à 5647 MDT fin septembre 2019, le taux de couverture de la balance commerciale s'améliore de 1.5 point passant de 67.5 pourcent fin septembre 2018 à 69 pourcent fin septembre 2019. Hors énergie, la balance commerciale enregistre un déficit se ramenant de 9500 MDT à fin septembre 2018 à 9200 MDT à fin septembre 2019.

Par ailleurs la levée des mesures de restriction des agences de voyages vers la Tunisie suite à la maîtrise des problèmes sécuritaires, couplée avec une vaste campagne promotionnelle a permis d'assurer une forte relance de l'activité touristique. Les recettes en devises à fin septembre 2019 augmentent de 43 pourcent en dinars courants ce qui correspond à 33 pourcent en euros permettant de s'attendre à des recettes dépassant les 5 milliards de dinars durant l'année 2019.

De telles évolutions se répercutent positivement sur la balance des paiements. D'ores et déjà la situation de la balance des paiements au terme des huit premiers mois enregistre, selon la Banque Centrale de Tunisie, une baisse significative au niveau du déficit des opérations courantes. Celui-ci se ramène, selon les statistiques publiées par la BCT, de 7 326 MDT au cours des huit premiers mois de 2018 à 6685 MDT durant les huit premiers mois de 2019, ce qui a comme conséquence compte tenu de l'excédent dégagé par la balance des capitaux une appréciable reconstitution des réserves de change de quelques 3.4 milliards de dinars à fin août 2019 et une détente au niveau du taux de change du dinar⁷.

A priori, cette relative embellie devrait pouvoir être préservée pour le reste de l'année. Les recettes touristiques en euros augmentent de 14 pourcent en septembre malgré l'effet

⁷ La valeur de l'euro se ramène d'une moyenne de 3.465 en janvier 2019 à une moyenne de 3.107 en septembre 2019

négatif de la faillite de Thomas Cook⁸ sur l'arrière saison touristique. La baisse des cours du pétrole sur le marché, ramenant le prix du baril de la variété Brent sous la barre de 60 dollars et qui paraît se poursuivre pour les prochains mois aurait un impact positif sur la facture énergétique et enfin la bonne campagne céréalière, avec une récolte record de 21 millions de quintaux, entraînerait une réduction des importations des produits céréaliers durant le quatrième trimestre de l'année.

Ce sont autant d'éléments qui pourraient permettre d'amorcer, comme prévu dans le cadre du budget économique, un début de maîtrise du déséquilibre de la balance des paiements en ramenant le déficit courant à moins de 10 pourcent du PIB en 2019.

7. La détente de l'équilibre monétaire se consolide

Les nombreuses mesures prises par les autorités monétaires et budgétaires notamment en matière de relèvement du taux directeur du marché monétaire et de l'encadrement du crédit se traduisent par une forte réduction du volume de refinancement de la BCT de l'ordre de 23 pourcent, une quasi-stabilisation de l'encours des bons du trésor assimilables aux alentours de 13 milliards de dinars et un début de redressement du dinar limitant la dépréciation de la valeur du dinar par rapport à l'euro à 7.4 pourcent pour les neuf premiers mois de l'année 2019, soit un taux assez proche de l'inflation des prix à la consommation.

Un bémol à ces évolutions est cependant relevé. Il concerne le renchérissement du coût du financement de l'investissement et de l'activité économique sous l'effet de l'important relèvement du taux directeur du marché monétaire. Il concerne aussi et surtout le maintien de la tendance haussière, quoique à un rythme plus faible, de l'ordre de 6.7 pourcent, du volume des billets et monnaie en circulation ce qui constitue une indication significative sur la faible portée des mesures prises jusqu'ici en matière de maîtrise du marché parallèle.

Pour conclure

Le paysage économique et social, qui ressort à partir de l'analyse des données disponibles au terme des neuf premiers mois de l'année, ne pousse pas beaucoup à l'optimisme même si la résilience sur le plan financier semble avoir été légèrement améliorée.

L'investissement, principal indicateur d'évaluation des perspectives de croissance et de développement ne décolle pas malgré les nombreux efforts déployés.

L'embellie relevée au niveau de la situation de la balance des paiements et des finances publiques, si elle conforte la pertinence des mesures d'ajustement mises en œuvre notamment par les autorités financières et monétaires, elle est, cependant, à relativiser dans la mesure où elle est en partie à portée conjoncturelle, ne résultant pas de la

⁸ La facture des impayés de l'agence britannique auprès des hôteliers tunisiens s'élève, selon le ministère du tourisme à 60 MDT

correction en profondeur des distorsions ou d'une amélioration significative de la compétitivité de l'économie.

De nombreuses fragilités demeurent donc. Elles se situent dans les différents domaines, éducation et formation, marché du travail, circuits de distribution, services publics, gouvernance des entreprises, environnement... Elles concernent les différents secteurs en particulier, les activités non touchées par les programmes de mise à niveau.

L'environnement mondial risque fort d'être encore plus défavorable au cours des prochaines années à la lumière de la chute des cours des matières premières et des derniers prémices d'une nouvelle crise financière et économique mondiale de grande envergure ayant pour fond la politique protectionniste des Etats Unis et la guerre commerciale que se livrent les Etats Unis, la Chine et l'Union Européenne.

C'est pourquoi , outre la vigilance pour prévenir à temps les retombées éventuelles de l'environnement international sur l'économie tunisienne, il est plus que jamais impérieux, voire vital, de retrouver l'ambition d'aller plus loin dans le processus de réformes et de restructuration à l'effet de renforcer la résilience de l'économie et de la société tunisiennes et de retrouver le sentier d'une croissance forte sur des bases inclusives de manière à surmonter, durablement, le problème du chômage et de celui de la pauvreté, deux fléaux continuant aujourd'hui à peser sur la stabilité de la société tunisienne.

Forum Ibn Khaldoun le 20 Octobre 2019

Mots clés : conjoncture du troisième trimestre, bulletin de conjoncture économique Tunisie, Forum Ibn Khaldoun

Pièce jointe : Principaux indicateurs socio-économiques septembre 2019

Principaux indicateurs socio-économique

(septembre 2019)

Paramètres	Période	2018	2019
Déclaration des investissements en MDT			
Industrie	8 mois	2 515.8	1 853.4
Services	8 mois	872.0	610.6
Agriculture	6 mois	814.7	674.5
Croissance du PIB en %			
Agriculture et pêche	6 mois	10.5	1.1
Industries manufacturières	6 mois	1.4	-0.9
Industries non manufacturières	6 mois	-1.9	-1.7
Services marchands	6 mois	3.4	2.5
Services non marchands	6 mois	0.1	0.6
Population et emploi			
Taux d'activité en %	estimation	47	47
- Dont femmes	estimation	27	27
Population active en milliers	2 ^e trimestre	4 135.7	4 162.8
- Dont femmes	2 ^e trimestre	1 190.3	1 202.9
Population occupée en milliers	2 ^e trimestre	3 497.7	3 527.9
- Dont femmes	2 ^e trimestre	920.2	933.4
Taux de chômage en %	2 ^e trimestre	15.5	15.3
- Dont femmes	2 ^e trimestre	22.7	22.4
Taux de chômage des jeunes	2 ^e trimestre	33.2	34.4
- Dont femmes	2 ^e trimestre	35.7	34.5

Paramètres	Période	2018	2019
Glissement prix à la consommation en %			
Alimentation	Sept 19/18	5.8	7.3
Habillement et chaussures	Sept 19/18	8.2	7.1
Logement et entretien	Sept 19/18	6.1	4.2
Santé	Sept 19/18	4.9	6.6
Transports	Sept 19/18	13.3	3.6
Ensemble	Sept 19/18	7.4	6.7
Finances publiques en MDT			
Recettes propres de l'Etat	Aout	18 003.0	21 059.1
- Impôts directs des salariés	Aout	2 528.5	3 606.8
- Impôts directs des non-salariés	Aout	1 821.5	2 240.9
- Impôts directs des entreprises	Aout	1 814.4	2 378.4
- Impôts indirects	Aout	9 941.5	10 431.9
- Dont Recettes TVA	Aout	(4 669.0)	(5 074.0)
Dépenses hors principal de la dette	Aout	20 593.0	23 966.4
- Traitement et salaires	Aout	9 927.0	11 193.9
- Compensation et subvention	Aout	1 346.2	3 543.9
- Intérêt de la dette publique	Aout	2 077.1	2 356.7
- Investissements directs de l'Etat	Aout	1740.6	1 586.2
- Prêts liés aux projets	Aout	645.6	659.4
Déficit budgétaire	Aout	2 593.3	3 277.4
Emprunts	Aout	4 848.0	7 834.3
Remboursement du principal	Aout	2 934.3	5 211.3
Dette publique	Aout	74 611.3	81 710.0

Paramètres	Période	2018	2019
Commerce extérieur			
Exportations en MDT	9 mois	29 481.7	33 008.4
- Dont IME	9 mois	13 079.2	15 161.7
- Dont textile et habillement	9 mois	6 504.5	7 042.3
Importations en MDT	9 mois	43 664.8	47 856.5
- Dont biens d'équipement	9 mois	8 517.3	9 585.2
Solde balance commerciale en MDT	9 mois	-14 183.2	-14 848.1
Balance énergie	9 mois	-4 683.7	-5 646.9
Solde balance hors énergie	9 mois	-9 400.5	-9 201.2
Balance commerciale avec l'UE	9 mois	-1 800.0	-169.2
Balance commerciale avec la Chine	9 mois	-3 958.4	-4 440.2
Balance commerciale avec la Turquie	9 mois	-1 109.6	-1 808.8
Autres indicateurs balance des paiements			
Recettes touristiques en MDT	9 mois	2 094.3	4 434.0
Revenu du travail en MDT	9 mois	3 124.2	3 701.7
Balance courante avec l'extérieur en MDT	8 mois	-7 326.3	-6 685.4
Service de la dette extérieure en MDT	9 mois	5 083.0	7 334.2
Indicateurs monétaires			
Avoirs nets en devises de la BCT	30 septembre	12037.9 (75j)	17 949.6 (105j)
Taux de change euro/dinar	9 mois	3 051	3 278
Billets et monnaie en circulation	30septembre	12 318	13 681
Volume global de refinancement de la BCT	30septembre	15 500.5	11 991.6